Pistes de recherche pour une sociologie des statistiques du suicide. Note sur « Anti- ou anté-durkheimisme »

Dominique Merllié

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/417>

DOI : 10.4000/ress.417

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2004

Pagination : 249-259

ISBN : 2-600-00941-8

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Dominique Merllié, « Pistes de recherche pour une sociologie des statistiques du suicide. Note sur « Anti- ou anté-durkheimisme » », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLII-129 | 2004, mis en ligne le 01 mars 2004, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/417> ; DOI : 10.4000/ress.417

Dominique MERLLIÉ

PISTES DE RECHERCHE POUR UNE SOCIOLOGIE DES STATISTIQUES DU SUICIDE. NOTE SUR «ANTI- OU ANTÉ-DURKHEIMISME»

Sous un titre discret («A propos de Durkheim»), le n° 2 de 1976 de la *Revue française de sociologie* inaugurerait ce qui allait finir par constituer, au fil des ans, un ensemble assez important consacré à l'histoire de la sociologie en France. Un non moins discret «Avertissement» signé Philippe Besnard était la seule indication du maître d'œuvre de ce recueil, dont la constitution était présentée comme presque inopinée. Dans ce recueil, les contributions de celui qui en est donc l'éditeur peuvent paraître relativement techniques. On relève ainsi l'édition de textes «inédits ou inconnus» de Durkheim, une «bibliographie des écrits sur Durkheim» (en collaboration avec Marie-France Essyad) mettant à jour celle de Steven Lukes, un compte rendu. Enfin, s'il signe l'un des six articles qui constituent le cœur du fascicule, c'est celui qui peut paraître le plus limité par son objet à la fois technique (sur les statistiques du suicide) et de circonstance (une réaction à un ouvrage récent).

UN DÉBAT ET DES PISTES DE RECHERCHE

Cet article de 1976, «Anti- ou anté-durkheimisme ? Contribution au débat sur les statistiques officielles du suicide», apparaît en effet comme une réponse à et une note critique sur le livre de Jean Baechler, *Les suicides*, paru l'année précédente, «ouvrage dont le projet antidurkheimien est explicite et militant» (Besnard, 1976, p. 314), et qui consacrait en effet encore plus de pages que *Le suicide* de Durkheim (650 versus 463, ou 474 avec la préface de la première édition) à montrer, notamment, que «les sociologues patentés n'ont rien à nous dire sur le suicide. Ou, mieux, la méthode sociologique fondée sur les statistiques repose sur des données incertaines et une théorie inconsistante. [...] En un mot, il n'y a pas de théorie sociologique du suicide [...]» (Baechler, 1975, p. 41). Cet ouvrage vise à établir une contribution théorique à la «suicidologie», une discipline qui «existe», à la différence de la sociologie, car elle a ses spécialistes, «presque toujours médecins ou psychiatres», que l'auteur «espère avoir contribué à [...] doter d'une problématique commune cohérente». Son analyse conduit à mettre en évidence «la complexité et la pluralité des facteurs explicatifs», tenant notamment «à la psychologie, à la politique, au sexe, à l'âge, à la guerre, aux croyances, etc.» (*ibid.*, p. 604-607). La suicidologie semble donc bien devoir s'élever, comme discipline multipolaire, sur les ruines de la sociologie, en tout cas de celle du suicide.

C'est principalement à cet aspect critique, préalable à la construction de la théorie baechlerienne des suicides, que s'attache «Anti- ou anté-durkheimisme».

Il s'agit, en effet, de jeter « un doute insurmontable » (Besnard, 1976, p. 336) sur les arguments empruntés à Jack Douglas (1967) par Jean Baechler pour « jeter un doute insurmontable sur l'usage des statistiques en matière de suicide » (Baechler, 1975, p. 35, cité par Besnard, 1976, p. 316). On ne reprendra pas ici le détail des contre-arguments de cet article aux arguments de Douglas (le plus important est que les variations dans la couverture statistique du phénomène ne peuvent expliquer les interactions entre variables mises en évidence par Durkheim : par exemple, si elles pourraient expliquer la « protection » des femmes d'une part, du mariage d'autre part, elle ne peuvent rendre compte du fait que le mariage protège les hommes plus que les femmes), ni les difficultés soulevées à admettre l'hypothèse de Jean Baechler d'un « taux universel moyen » des suicides vers lequel tendrait l'évolution des données avec l'amélioration, au cours du temps, de l'enregistrement statistique (s'il en était ainsi, on ne devrait pas observer des taux globaux décroissants, et on ne pourrait interpréter l'inversion des différences entre les taux urbains et ruraux), ni les nombreuses erreurs d'appréciation commises dans l'interprétation des données chiffrées utilisées (comme celle qui conduit à une évaluation extrêmement élevée de l'incidence des conduites suicidaires, malgré l'affirmation maintenue de leur extrême rareté), ni le constat de l'inconséquence qu'il y a tant à recourir de manière importante à des analyses de données statistiques par ailleurs récuses comme ininterprétables (en particulier dans le chapitre 5 de la troisième partie de l'ouvrage, consacré à « l'âge et le sexe ») qu'à produire des analyses débouchant sans le vouloir ou le savoir sur des interprétations durkheimiennes, ni, enfin, sur les bonnes raisons de ne pas vouloir réunir, comme relevant du même phénomène, les suicides « accomplis » et les tentatives, que l'analyse statistique révèle si différents. Tout cela relève de l'acuité de la lecture, de l'art du polémiste, de l'analyse critique de la critique et n'est qu'indirectement constructif sociologiquement. Sans constituer, comme il est précisé, la défense d'une orthodoxie durkheimienne, il s'agit bien de récuser une forme de critique, inscrite d'ailleurs dans une longue tradition (dont F. Achille-Delmas (1932) constitue l'un des jalons relevé parce qu'explicitement utilisé par Jean Baechler) qui, par son apparente radicalité, s'interdit en fait de discuter les thèses mêmes de l'auteur récuse.

Il serait possible de prolonger encore certains des axes de cette analyse des points sur lesquels l'interprétation durkheimienne des statistiques du suicide peut résister à la critique qui la recycle comme analyse des conditions de l'enregistrement statistique. Ce ne sont pas seulement les interactions entre variables qui résistent à cette interprétation : on peut en particulier constater que les rythmes sociaux (qu'il s'agisse des cycles annuels, hebdomadaires ou journaliers) des statistiques du suicide, comme leur évolution depuis l'époque de Durkheim (Aveline *et al.*, 1984), présentent des régularités qu'il serait parfaitement acrobatique de prétendre interpréter par les conditions de la déclaration et de l'enregistrement des causes des décès.

Mais une dernière partie de ce texte esquisse des « pistes de recherche » qui, plus d'un quart de siècle après, méritent qu'on s'y arrête. Dans cette ultime partie de trois pages, Philippe Besnard propose des moyens possibles de confronter à des données empiriques les hypothèses de Douglas sur des biais systématiques dans l'enregistrement des suicides. Le premier, seulement suggéré, serait « une enquête menée auprès de médecins permett[ant] de cerner d'assez près l'ampleur du

phénomène de dissimulation des suicides, et de savoir dans quel type de situation la pression éventuelle de l'entourage du décédé peut s'avérer efficace » (Besnard, 1976, p. 337). Le deuxième, permettant l'économie d'une enquête mais demandant l'accès à des statistiques trop fines pour être publiées, pourrait reposer sur « une analyse minutieuse des données dont on dispose sur les causes de décès en France ». Cette piste de recherche, qui consiste à chercher dans les statistiques elles-mêmes les moyens de les critiquer, et qui a le mérite de ne pas traiter à part une « cause » particulière, mais de la replacer dans le système de celles parmi lesquelles elle peut être retenue, reçoit alors un début d'exploration avec « un examen sommaire des statistiques des causes des décès publiées annuellement » (*ibid.*). Si, comme le suppose Douglas, les suicides des catégories sociales qui présentent les taux les plus bas correspondent à des cas où les dissimulations sont plus fréquentes, il faut que ces décès soient recensés sous d'autres causes, qui ne peuvent être n'importe lesquelles. Les deux catégories de causes les plus naturellement candidates à cet office sont les causes indéterminées et les accidents.

Les variations des causes non déclarées, dont la proportion est d'un ordre de grandeur voisin de celle de la cause « suicide », devraient alors entretenir une corrélation négative avec celle-ci. Or « quelques faits [...] vont à l'encontre de cette hypothèse » : fréquence supérieure chez les hommes et non chez les femmes¹, lien avec l'âge peu marqué mais plutôt de même sens que pour le « suicide », distribution géographique qui suggère la dépendance de « conditions locales » : les Alpes-Maritimes, département qui vient en tête pour les causes indéterminées, se situe assez haut dans la statistique des « suicides » parmi les causes spécifiées (*ibid.*, p. 337-338).

L'analyse conjointe des statistiques des décès accidentels et par suicide permet de tester la possibilité de dissimulation (volontaire ou non) « au moins pour certains modes de suicide ». Il faudrait la mener, en contrôlant les variables sociologiquement pertinentes, pour les cas où l'instrument du décès est le même. Une personne noyée, asphyxiée, empoisonnée, tuée par balle, etc., peut l'être par un acte volontaire ou par accident. Si certains suicides sont camouflés ou mal élucidés, ils devraient venir gonfler la catégorie des accidents correspondant au même moyen, et celle-ci présenter des variations sociales opposées à celles de la catégorie « suicide ». Or, les chiffres publiés par l'INSERM ne vont nullement dans ce sens : le nombre de « suicides » par ingestion de barbituriques est d'un ordre de grandeur bien supérieur à celui des « accidents » correspondants et le même constat peut être fait pour les décès entraînés par des armes à feu. Ces premières analyses, esquissant un programme de recherche que « d'aucuns jugeront peu exaltant », visaient à « montrer qu'il ne serait pas impossible [...] d'estimer la marge d'erreur maximale qui peut affecter les statistiques officielles du suicide » (*ibid.*, p. 338-339)².

¹ Selon Claude Lévy, cependant, analysant des données plus récentes, les « causes mal définies et inconnues » seraient plus importantes chez les femmes que chez les hommes (19,6% contre 14% pour 1984 et 1985), ce qui s'expliquerait par leur importance dans les décès des personnes âgées (Lévy, 1990).

² Philippe Besnard avait peut-être commencé à mettre en œuvre ce programme, dans le cadre de la préparation d'un ouvrage sur la « sociologie du suicide » qu'il avait proposé en 1993 pour la collection « Repères » de La Découverte.

Ces « pistes de recherche » ne me semblent pas avoir été explorées plus avant en France sous cette forme. Si, comme le suggèrent les premiers résultats ainsi proposés, elles devaient déboucher seulement sur l'évaluation d'un ordre de grandeur, probablement modeste, tant de la « dissimulation » globale que des « biais » qu'elle peut entraîner (dissimulation différentielle) dans les statistiques actuelles du suicide, permettant de donner confiance aux analyses qui reposent sur ces données, on pourrait redouter une certaine disproportion entre l'effort fourni et le résultat. Pourtant ce programme de recherche, si on le sort du contexte polémique dans lequel il a été proposé, me paraît pouvoir être porteur d'un véritable progrès dans l'analyse sociologique du suicide. Je voudrais à mon tour esquisser quelques « pistes de recherche », situées dans le prolongement de celles de Philippe Besnard et visant à montrer qu'une analyse sociologique de la production des statistiques du suicide peut présenter un intérêt direct, et non seulement méthodologique ou indirect, pour une sociologie du suicide.

DURKHEIM ET LA CRITIQUE DES STATISTIQUES DU SUICIDE

Une piste d'histoire de la sociologie d'abord. Il peut paraître surprenant, en effet, qu'un auteur aussi sensible aux questions de méthode que Durkheim n'ait pas anticipé ce type d'objection en traitant lui-même la question. L'analyse de son attitude peut conduire à suggérer une autre forme « d'inachèvement » du *Suicide* que celle que Philippe Besnard a mise en évidence (Besnard, 1973).

Des remarques sur le fait que les statistiques des suicides sont nécessairement affectées par les conditions de leur collecte et ne peuvent être tenues pour homogènes dans le temps et dans l'espace ont été formulées par un proche de Durkheim à la parution de son livre (Simiand, 1898/1987, p. 82). Plus généralement, la nécessité d'analyser « la façon dont on est arrivé aux données dont on se sert » lorsqu'il s'agit d'« éléments statistiques » et de « bien connaître les principes qui ont présidé à leur confection », même lorsqu'il s'agit de « documents officiels », est l'un des préceptes de méthode mis en avant dans le texte de vulgarisation de la sociologie durkheimienne que constitue l'article « Sociologie » de la *Grande Encyclopédie* de 1901 (Fauconnet et Mauss, 1901/1969, p. 167-168)³.

Par ailleurs, s'il ne pose pas la question de manière générale, Durkheim n'hésite pas à recourir, dans le cadre d'argumentations particulières, à des remarques sur des variations de taux qui s'expliqueraient par les conditions de la collecte de

³ Durkheim a été fortement impliqué dans la rédaction de ce texte, comme le montre sa lettre à Mauss d'avril 1900 éditée par Philippe Besnard et Marcel Fournier (Durkheim, 1998, p. 257-260). Une illustration à ce principe de méthode est que « il est impossible d'utiliser les renseignements statistiques sur le suicide en Angleterre, car, dans ce pays, pour éviter les rigueurs de la loi, la plupart des suicides sont déclarés sous le nom de mort par suite de folie ; la statistique est ainsi viciée dans son fondement. » (Fauconnet et Mauss, 1901/1969, p. 168). Ce point fait l'objet d'une note de bas de page moins précise dans *Le suicide* (Durkheim, 1897, p. 160), dans un passage où est cependant présentée une interprétation positive (fondée sur l'intégration de l'Église anglicane) des taux anglais.

l'information⁴. Enfin, une critique radicale est opposée par Durkheim aux statistiques des « motifs présumés des suicides ». Il s'agit alors d'expliquer pourquoi on ne saurait utiliser ces données pour « atteindre les causes » du suicide (Durkheim, 1897, p. 143), mais la vigueur de la critique de cet aspect de certaines statistiques du suicide de l'époque semble difficilement pouvoir ne pas rejaillir sur celles du suicide comme cause de décès : on ne peut, estime Durkheim, faire confiance aux « opinions que se font de ces motifs les agents, souvent subalternes, chargés de ce service d'informations. On sait, malheureusement, que les constatations officielles sont trop souvent défectueuses, alors même qu'elles portent sur des faits matériels et ostensibles que tout observateur consciencieux peut saisir et qui ne laissent aucune place à l'appréciation. Mais combien elles doivent être tenues en suspicion quand elles ont pour objet, non d'enregistrer simplement un événement accompli, mais de l'interpréter et de l'expliquer ! C'est toujours un problème difficile que de préciser la cause d'un phénomène » (*ibid.*, p. 144). Or le classement d'un décès comme suicide est-il autre chose qu'une interprétation de la cause du décès ? Et les « agents subalternes » ne répugneraient-ils pas à classer comme suicide un décès dont le motif ne pourrait leur apparaître ?

Il y a donc au moins quelque décalage entre l'absence d'analyse de la question générale de la validité des statistiques du suicide et les remarques de détail que l'on peut trouver dans le livre de Durkheim, comme avec les remarques plus générales qu'on rencontre dans des textes de durkheimiens assez contemporains. Ce décalage conduit à en remarquer un autre, interne à l'Introduction de l'ouvrage, qui comporte deux parties dont l'articulation pose un problème.

La première est consacrée à établir une définition du suicide, qui se fait en deux temps et qui vise clairement à éviter toute forme de référence à une intention. La substitution du savoir de l'effet de l'acte à l'intention peut paraître nécessaire à Durkheim à la fois pour éviter une définition subjective (mais le savoir est-il moins subjectif que l'intention ?) et pour inclure dans le phénomène étudié les cas qui correspondront au suicide « altruiste »⁵. Cette définition permet de délimiter un objet construit par le chercheur à partir d'exigences propres à sa démarche, ce qui est conforme à l'épistémologie durkheimienne, mais qui, de ce fait, est décalé par rapport aux définitions implicites courantes correspondant au même terme. Le « suicide » défini par Durkheim peut difficilement correspondre à celui (ou ceux) des « agents » du classement des causes des décès⁶.

⁴ Par exemple, le constat que l'Espagne fait exception aux rapports usuellement observés entre suicides féminins et masculins appelle le double commentaire : « Mais, outre que l'exactitude de la statistique espagnole nous laisse sceptique, l'Espagne n'est pas comparable aux grandes nations de l'Europe centrale et septentrionale » (Durkheim, 1897, p. 168, note 2). Pour d'autres exemples, voir Merllié, 1999, p. 105.

⁵ C'est d'ailleurs dans le chapitre qui lui est consacré que Durkheim revient sur cette définition et en souligne l'intérêt : « On peut mieux comprendre maintenant quel intérêt il y avait à donner une définition objective du suicide et à y rester fidèle » (Durkheim, 1897, p. 261).

⁶ Simiand relève le décalage entre « le soin de définir objectivement le suicide » et le recours aux données statistiques (1898/1987, p. 82). Maurice Halbwachs renoncera à suivre Durkheim dans la mise entre parenthèses de l'idée d'intention : « Sans doute on ne connaît pas toujours les intentions, mais on peut les présumer, et il est certain que la société les présume » (Halbwachs, 1930, p. 452) et Baudelot et Estabiet concèdent à Douglas que « impeccable sur le plan théorique, la définition durkheimienne du suicide est impraticable » : l'objet dont traitent « sociologues et

La deuxième partie de l'Introduction constitue ensuite une première démonstration (que l'ensemble de l'ouvrage doit conforter) du caractère social du suicide. La démonstration repose sur un double caractère des statistiques du suicide comparées à celles de la mortalité en général : plus grande stabilité à court terme, plus grande variabilité, et par changements relativement brusques, à plus long terme. Récusant à l'avance, pour son compte, le projet de Jean Baechler (« Notre intention n'est donc pas de faire un inventaire aussi complet que possible de toutes les conditions qui peuvent entrer dans la genèse des suicides particuliers »), Durkheim se donne alors comme objectif de « rechercher celles dont dépend ce fait défini que nous avons appelé le taux social des suicides ». Ce faisant Durkheim ne nie nullement que d'autres analyses, non sociologiques, des suicides soient possibles : « parmi les conditions individuelles, il y en a certainement beaucoup qui ne sont pas assez générales pour affecter le rapport entre le nombre total des morts volontaires et la population. [...] Par suite, elles intéressent le psychologue, non le sociologue » (Durkheim, 1897, p. 15). Mais l'effet de cette deuxième partie est de déboucher sur une sorte de troisième et nouvelle « définition » de l'objet étudié, qui laisse comme en suspend celle de la première partie : « le taux des suicides constitue donc un ordre de faits un et déterminé » (p. 14) et c'est « ce fait défini que nous avons appelé le taux social des suicides » (p. 15) qui est l'objet de l'ouvrage. Ainsi, il semble que, par une sorte de coup de force, le caractère « défini » des taux de suicide, qui sert à démontrer le caractère social du suicide, en fasse un objet sur la « définition » duquel il n'est plus loisible de s'interroger : la question de savoir si les définitions statistiques, implicites ou explicites, du suicide sont stables et conformes aux définitions initiales peut paraître récusée, sans avoir eu besoin d'être posée, par le constat de la stabilité et du caractère social de l'objet qu'elles produisent. Si le suicide est, comme objet sociologique, un taux, le taux des statistiques possède, en dehors de quelques bavures qu'on peut relever au passage, une objectivité ininterrogeable⁷. Et c'est ainsi qu'on peut lire la phrase de Durkheim qui semble présenter, à la fin de sa conclusion, l'enregistrement statistique comme quelque chose de purement mécanique : « Mais ici, dans la statistique des suicides, elles [les souffrances des sociétés civilisées] viennent comme s'enregistrer d'elles-mêmes, sans laisser de place à l'appréciation personnelle » (Durkheim, 1897, p. 450).

Mais il ne suffit sans doute pas de procéder ainsi à une analyse interne du texte et de ses glissements. La question du silence de Durkheim sur la confiance à accorder aux statistiques peut conduire aussi à replacer ce texte dans l'intertexte où il s'insère. A cause de sa valeur de geste sociologique inaugural, ou du culte de la « rupture épistémologique », comme de la discrétion avec laquelle Durkheim

statisticiens [...] n'est rien d'autre que le suicide que médecins et policiers s'accordent à appeler ainsi » (Baudelot et Establet, 1984b, p. 52-53). C'est prendre congé du premier alinéa de l'Introduction du *Suicide* affirmant que « le savant ne peut prendre pour objets de ses recherches les groupes de faits tout constitués auxquels correspondent les mots de la langue courante » (Durkheim, 1897, p. 2).

⁷ Et on comprend que des sociologues soucieux de sauver l'essentiel de l'héritage durkheimien comme Baudelot et Establet pensent nécessaire de contrer les critiques récurrentes sur la qualité des statistiques du suicide : « S'attaquer aux chiffres du suicide pour s'en prendre à Durkheim n'est pas un mauvais calcul » (Baudelot et Establet, 1984b, p. 47).

cite – ou occulte – ses sources, on a trop tendance à lire *Le suicide* en le coupant d'un ensemble d'autres textes avec lesquels il entretient des rapports de prolongement tout autant que de rupture⁸. Or les nombreux auteurs qui ont traité du suicide dans le cadre de la statistique morale où s'inscrit Durkheim (et qui se distinguent de lui surtout par la diversité et l'éclectisme des types de causalité qu'ils envisagent) n'ont pas manqué d'aborder la question de la confiance à accorder aux statistiques du suicide : Durkheim n'a pas besoin de préciser son accord avec eux sur ce point.

On peut se reporter ainsi à l'une des sources principales de Durkheim (cf. Borlandi, 2000) : il souscrirait sans doute au propos de Morselli (que relève d'ailleurs Douglas, 1967, p. 172 et 177-178) lorsque, évoquant les problèmes que soulève la collecte statistique d'une information qui peut être objectivement difficile à établir et que les coutumes peuvent porter à cacher, il convient que la prudence est nécessaire dans les comparaisons dans le temps et entre les pays, avant de formuler l'hypothèse que, les erreurs devant être assez uniformes, l'analyse des variations n'en est pas trop affectée, surtout si on a recours aux statistiques des pays qui ont une assez longue tradition dans ces données statistiques, sachant que des progrès ont dû se faire dans l'exactitude, comme dans la moindre résistance des populations à cette objectivation, et surtout si on limite l'analyse aux caractères les plus objectifs. Suivent alors des réserves, moins marquées que celles de Durkheim, sur l'usage des statistiques des motifs du suicide et une réponse à l'objection concernant les tentatives (qu'il vaut mieux négliger car, ici, les critiques de principe sur la valeur des statistiques s'appliqueraient particulièrement), tout le passage débouchant sur l'affirmation que les résultats mêmes suffisent à faire justice de ces critiques : « L'uniformité, la régularité et la constance des résultats constituent en fait la meilleure réponse à toutes ces objections » (Morselli, 1879, p. 40-45).

Ainsi, la question de la fiabilité des statistiques du suicide peut paraître à la fois comme un point que Durkheim peut tenir comme déjà suffisamment établi pour son propre propos et comme une question qu'il ne peut aborder directement sans faire ressortir le déplacement de perspective que révèle le caractère non articulé des deux morceaux de son introduction ou de sa définition avec les données qu'il utilise.

LES STATISTIQUES DU SUICIDE COMME FAIT SOCIAL

Pourtant, si l'objet sociologique est constitué par les taux, il devient conforme, et nullement contraire à la démarche de Durkheim, de vouloir analyser non seulement le suicide, mais les statistiques du suicide comme un fait social et, pour cela, de s'interroger sur les conditions effectives de leur production, non dans l'idée de ruiner la sociologie du suicide, mais d'y contribuer directement. C'est là une autre

⁸ D'où l'intérêt de l'étonnant travail d'archéologie textuelle réalisé par Massimo Borlandi dans « Lire ce que Durkheim a lu. Enquête sur les sources statistiques et médicales du *Suicide* » (Borlandi, 2000). Sur les statistiques du suicide avant Durkheim on peut aussi se reporter à Hacking, 1982.

piste de recherche qu'il faudrait développer, et qui peut conduire à son tour à prolonger dans deux directions les suggestions de «Anti- ou anté-durkheimisme».

On pourrait s'interroger d'abord sur la question des limites de l'objet empirique d'une «sociologie du suicide». Il n'est sans doute pas conforme à l'une au moins des intuitions de Durkheim de renvoyer, au vu du caractère socialement très différent des populations concernées, les «tentatives» à un domaine d'étude disjoint de celui des suicides «accomplis». Non seulement parce qu'il y a nécessairement un recouvrement entre les deux populations (des «tentatives» peuvent être des suicides qui auraient dû «réussir»; des «suicides accomplis» des «tentatives» qui ont dépassé les intentions supposées de leur auteur). Mais aussi parce qu'on peut vouloir suivre Durkheim lorsque, dans la première partie de son Introduction, il propose une définition extensive de son objet en incluant les suicides dans une série dont il ne sont qu'une forme extrême: «Ils [se] relient par une série continue d'intermédiaires» aux «autres modes de la conduite» et «ne sont que la forme exagérée de pratiques usuelles»; des formes ordinaires de dévouement, d'imprudence ou d'apathie constituent des «manières d'agir» qui «ne se distinguent pas radicalement des suicides proprement dits». Ces «sortes de suicides embryonnaires» ne sont pas à «confondre avec le suicide complet et développé», mais «il ne faut pas [...] perdre de vue les rapports de parenté qu'ils soutiennent avec ce dernier» (Durkheim, 1897, p. 7). Ce parti est intimement lié à la conviction qu'il existe des causes sociales du suicide: ces causes ne peuvent, comme telles, qu'agir sur l'ensemble de la société ou des groupes concernés; les taux de suicide sont des indicateurs de tendances collectives et l'analyse sociologique de ces tendances n'a pas de raison de s'arrêter au seul cas des suicidés.

Une deuxième question à poser, qui peut être réinscrite dans la première, est celle de savoir où pourrait conduire la suggestion d'éclairer les statistiques du suicide par une enquête auprès des médecins. On peut tenter d'y répondre en s'interrogeant sur la portée des enquêtes de cette nature réalisées en Grande-Bretagne. J'ai exposé ailleurs les principaux résultats des travaux de J. Maxwell Atkinson (1978) et Steve Taylor (1982)⁹ (Merllié, 1987, p. 313-318; 1992, p. 107-114; 1999, p. 129-133; sur le travail des *coroners*, cf. aussi Lassalle, 1994). On peut dire en quelques mots que le travail de *coroners* pour élucider les «morts non naturelles» montre que, pour qu'une mort soit classée comme suicide, «elle doit ressembler à un suicide et il doit y avoir des *raisons* de se suicider» (Taylor, 1982, p. 77). L'enquête des *coroners* ne peut être conduite qu'à partir d'une idée de ce que peuvent ou doivent être la «scène du décès»¹⁰ et la biographie d'un suicidé. Un ensemble important de personnes y collabore, d'abord dans l'enquête elle-même, puis, si le coroner ne décide pas de classer le décès comme mort naturelle, dans l'*inquest* public au terme duquel la décision est produite par un jury populaire. Il s'agit donc d'une procédure assez lourde, en partie publique, qui comporte

⁹ Notons ici l'existence d'un bref compte rendu du livre de Taylor par Philippe Besnard (*Revue française de sociologie*, 1987, XXVIII, n°1, p. 145-147), qui ne s'étend pas sur la partie du livre concernant la question abordée ici.

¹⁰ L'instrument du décès en est un aspect important. Ainsi est-il très rare qu'un décès dans un «accident» de la route soit interprété comme suicide.

nécessairement des aspects de négociation entre les parties concernées, et qu'on ne peut analyser sans tenir compte des représentations sociales dont le suicide peut être l'objet. Ces représentations pouvant être influencées par les théories de divers spécialistes du suicide, une forme de « cercle » peut se produire entre les critères de construction des données statistiques et les théories qu'elles pourraient valider. On conçoit, dans ces conditions, qu'on ne puisse construire une théorie sociologique du suicide qui n'inclurait pas dans son champ d'investigation les représentations sociales, y compris celles de différents spécialistes. Pas moins que pour d'autres « problèmes sociaux », l'analyse sociologique du « suicide » ne peut faire l'économie de l'étude de la construction sociale du « problème ».

Au caractère relativement institutionnalisé et public de la procédure britannique, peut paraître s'opposer, en France, une plus grande diversité de procédures où la confidentialité et le secret sont mis en avant. Il est de ce fait plus difficile de recueillir des informations généralisables sur les procédures concrètement mises en œuvre. En fait la question sur la cause du décès, dans une partie confidentielle et cachetée, transmise directement à l'INSERM, du certificat de décès, ne doit pas être renseignée par le médecin qui constate le décès dans les cas relevant de l'article 81 du Code civil, qui prévoit l'intervention d'un officier de police « lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente »¹¹. Dans le cas de décès susceptibles d'être interprétés comme des suicides peuvent donc interférer des procédures et des points de vue médicaux et juridiques qui sont porteurs de conceptions différentes de l'idée de cause : les causes médicales renvoient à des processus biologiques, les causes juridiques à des responsabilités¹². La manière dont s'articulent ces points de vue dans la production des statistiques des causes des décès demanderait une étude complexe, car elle semble varier selon les conditions locales. L'étude menée par Baudelot et Establet leur fait conclure que les cas élucidés par la gendarmerie sont plus souvent transmis à l'INSERM que lorsqu'il s'agit de la police (ce qui peut contribuer à expliquer en partie la surmortalité suicide en zone rurale qui s'observe actuellement). Ils remarquent aussi que les instituts médico-légaux ne transmettent qu'exceptionnellement leurs conclusions à l'INSERM (Baudelot et Establet, 1984a, p. 69 ; 1984b, p. 66-72). Il paraît donc clair que des logiques juridico-administratives diverses interfèrent avec des logiques médicales¹³, ce qui implique des effets sur les données statistiques qui n'ont pas néces-

¹¹ Ainsi, comme le remarque Anne Fagot, « le simple fait de signer le certificat de décès inclut déjà l'affirmation implicite que la cause de la mort est 'naturelle' » (Fagot-Largeault, 1989, p. 43). Pourtant les exemples proposés sur le formulaire du bulletin de décès comportent le cas du suicide et même celui de l'homicide (fac-similé in Vallin et Meslé, 1988, p. 74 et in Fagot-Largeault, 1989, p. 82).

¹² Pour une étude des implications juridiques du suicide dans le droit français, cf. Thouvenin, 1986.

¹³ Anne Fagot décrit la situation dans différentes communes du Doubs en 1985 d'après un fonctionnaire de la mairie de Besançon. Elle rapporte ainsi l'anecdote suivante : « l'hôpital avait coutume de fournir au bureau d'état civil les certificats de décès non cachetés, de sorte que la mairie ayant connaissance de décès posant des problèmes [...] avait tendance à alerter le Parquet, ce qui déclenchait une enquête de police. La police s'est plainte qu'on la dérangeait trop souvent pour rien, et un groupe de travail tripartite (mairie, parquet, médecin du bureau d'hygiène) a abouti à la conclusion que, si les médecins hospitaliers ne demandaient pas d'enquête, il n'y avait pas lieu que l'état civil en demande une » (Fagot-Largeault, 1989, p. 55).

sairement grand chose à voir avec les logiques sociales éventuelles de dissimulation par des proches.

Enquêter précisément sur les conditions de collecte des informations statistiques sur les suicides peut entraîner dans des dédales organisationnels complexes de procédures impliquant de manières variables des enjeux sociaux qui ne se réduisent nullement à la répugnance des familles à laisser transparaître le suicide d'un de leurs membres. Cela peut conduire aussi à s'interroger sur les conditions sociales nécessaires pour qu'un décès soit interprété comme un suicide, bref à mettre en doute l'affirmation apparemment de bon sens d'un démographe selon laquelle «on peut penser que les définitions ont peu changé au cours du temps, puisqu'un suicide reste un suicide et un accident, un accident» (Chesnais, 1976, p. 4).

Ainsi, bien au-delà de la question de la «dissimulation», et plus généralement des «erreurs», ce sont les formes et les conditions sociales de l'observation statistique qui sont à analyser. Même dans une logique purement médicale, le sens du suicide comme «cause» de la mort est ambigu. Médicalement ou physiologiquement, toutes les morts sont «naturelles». Aussi bien le bulletin de décès demandait-il des informations sur trois types de causes: deux sous le titre «Cause du décès»: «a) Cause immédiate de la mort» et «b) Cause initiale», un troisième sous le titre «Renseignement complémentaire: État morbide [...] ayant contribué à l'évolution fatale». Dans l'exemple de «Décès par suicide» présenté sur le bulletin même, ces causes sont respectivement «Plaie du cœur par balle», «Suicide par arme à feu», «État mélancolique». Il semble que la cause «principale» des données statistiques soit généralement tirée de la «cause initiale», mais on peut concevoir qu'un «suicide» (perçu comme tel) soit classé sous une cause «naturelle», et non seulement parmi les accidents, selon le registre causal retenu. Si, par exemple, des suicides peuvent apparaître comme le moyen d'abrégier les souffrances d'une maladie incurable, celle-ci peut légitimement apparaître comme la cause effective du décès.

Une enquête sur le classement de décès comme suicides conduit ainsi, au-delà d'éventuelles stratégies conscientes de «dissimulation» (impliquant un consensus sur ce qu'est un suicide), à remarquer que l'idée même de «cause» est ici problématique: le suicide se prête tout particulièrement à une analyse aristotélicienne distinguant la cause formelle (la nature de l'acte suicide), la cause matérielle (l'interruption d'une fonction vitale), la cause efficiente (le moyen) et la cause finale (l'intention).

*Université de Paris 8 - Saint-Denis
et Centre de sociologie européenne (CSE)
(EHESS, CNRS et Maison des sciences de l'homme, Paris)
merllie@msh-paris.fr*

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Achille-Delmas F., *Psychologie pathologique du suicide*, Paris, Alcan, 1932.
Atkinson J. M., «On the sociology of suicide», *The sociological Review*, XVI, n° 1, mars 1968, p. 83-92 (reproduit sous le titre «Suicide statistics» in Anthony Giddens (éd.), *The sociology of suicide. A selection of readings*, Londres, Frank Cass, 1971, p. 87-96).

- *Discovering suicide. Studies in the social organization of Sudden death*, Londres, Macmillan, 1978.
- Aveline F., Baudelot C., Beverraggi M., Lahlou S., « Suicides et rythmes sociaux », *Économie et statistique*, n° 168, juillet-août 1984, p. 71-76.
- Baechler J., *Les suicides*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- Baudelot C., Establet R., « Suicide: l'évolution séculaire d'un fait social », *Économie et statistique*, n° 168, juillet-août 1984a, p. 59-70.
- *Durkheim et le suicide*, Paris, PUF, 1984b (1^{ère} éd.).
- Besnard Ph., « Durkheim et les femmes ou le Suicide inachevé », *Revue française de sociologie*, XIV, n° 1, janvier-mars 1973, p. 27-61.
- « Anti- ou anté-durkheimisme? Contribution au débat sur les statistiques officielles du suicide », *Revue française de sociologie*, XVII, n° 2, avril-juin 1976, p. 313-341.
- Borlandi M., « Lire ce que Durkheim a lu. Enquête sur les sources statistiques et médicales du Suicide », in M. Borlandi et M. Cherkaoui (éd.), *Le Suicide un siècle après Durkheim*, Paris, PUF, 2000, p. 9-46.
- Chesnais J.-C., *Les morts violentes en France depuis 1826. Comparaisons internationales*, Paris, PUF-INED, 1976.
- Douglas J., « The sociological analysis of social meanings of suicide », *Archives européennes de sociologie*, VII, n° 2, 1966, p. 249-275 (reproduit in Anthony Giddens (éd.), *The sociology of suicide. A selection of readings*, Londres, Frank Cass, 1971, p. 121-151).
- *The social meanings of suicide*, Princeton, Princeton University Press, 1967.
- Durkheim É., *Le suicide. Étude de sociologie*, Paris, Alcan, 1897 (rééditions multiples).
- *Lettres à Marcel Mauss*, éditées par Ph. Besnard et M. Fournier, Paris, PUF, 1998.
- Fagot-Largeault A., *Les causes de la mort. Histoire naturelle et facteurs de risque*, Paris, Vrin, 1989.
- Fauconnet P., Mauss M., « Sociologie », *La grande encyclopédie*, vol. 30, 1901, p. 165-176, reproduit in M. Mauss, *Oeuvres*, Paris, Éditions de Minuit, 1969, vol. 3, p. 139-177.
- Hacking I., « La statistique du suicide au XIXe siècle », in A. Fagot (éd.), *Médecine et probabilité*, Créteil, Université de Paris-Val-de-Marne, 1982, p. 165-185.
- Halbwachs M., *Les causes du suicide*, Paris, Alcan, 1930.
- Lassalle D., « Le rôle du coroner et son influence sur les statistiques du suicide dans les îles britanniques », *Population*, XLIX, n° 1, janvier-février 1994, p. 222-229.
- Lévy C., « Les causes de décès mal définies et inconnues », *Population*, XLV, n° 1, janvier-février 1990, p. 157-166.
- Merllié D., « Le suicide et ses statistiques: Durkheim et sa postérité », *Revue philosophique*, CXII, n° 3, juillet-septembre 1987, p. 303-325.
- « Suicides: modes d'enregistrement », in J.-L. Besson (éd.), *La cité des chiffres*, Paris, Autrement, septembre 1992, p. 100-115.
- « La construction statistique », in P. Champagne et al., *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 1999 (1^{ère} éd. 1989), p. 101-163.
- Morselli E., *Il suicidio. Saggio di statistica morale comparata*, Milano, Fratelli Dumolard, 1879.
- Simiand F., « L'année sociologique 1897 », *Revue de métaphysique et de morale*, VI, septembre-octobre 1898, p. 641-651 (reproduit in F. Simiand, *Méthode historique et sciences sociales*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1987, p. 71-83).
- Taylor S., *Durkheim and the study of suicide*, Londres, Macmillan, 1982.
- Thouvenin D., « Le suicide dans l'ordre du droit », *Psychologie médicale*, XVIII, n° 6, 1986, p. 887-892.
- Vallin J., Meslé F., *Les causes de décès en France de 1925 à 1978*, Paris, INED-PUF, 1988.